

**SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE**  
**Comité syndical du 10 mars 2017**

**DELIBERATION 2017-I-004**  
**Délégations du Comité syndical au Président**

Date de la convocation : 16 février 2017

Nombre de membres en exercice : 12 membres (et 6 suppléants)

L'an deux mille dix-sept, le 10 mars 2017 à 14h30 les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis à l'Hôtel du Département (Saint-Brieuc).

Étaient présents :

*Pour le Département des Côtes d'Armor :*

M. Gérard BLEGEAN, M. Alain CADEC, Mme Nadège LANGLAIS, M. Christian PROVOST.

*Pour la Région Bretagne :*

Mme Sylvie GUIGNARD, M. Pierre KARLESKIND, Mme Gaëlle NIQUE.

*Pour Saint-Brieuc Agglomération :*

M. Bruno JONCOUR, M. Jean-Marie MOUNIER.

Absents représentés : M. Jean-Yves DE CHAISEMARTIN a donné pouvoir à M. BLEGEAN

Absents excusés : M. Thierry BURLOT, M. Ronan KERDRAON.

M. Thierry SIMELIERE, (membre suppléant issu du collège de l'Agglomération) assistait à la séance sans voix délibérative.

Mme PATOUX, Payeuse départementale, assistait à la séance.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 5721-1 et suivants, ainsi que ses articles L 3211-2 et L 5211-10 ;

Vu le Code des transports, notamment ses articles L 5321-1 et suivants, L 5331-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 portant création du syndicat mixte du Grand Légué et les arrêtés préfectoraux du 2 avril 2014 et du 27 décembre 2016 portant modification du syndicat mixte du Grand Légué ;

Vu le rapport n°2017-I-002 présenté par M. le Président du syndicat mixte du Grand Légué :

Sous la Présidence de M. Alain CADEC Président du syndicat mixte, le Comité syndical, décide

**De déléguer** à M. le Président les attributions suivantes :

1°) Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements dans la limite des crédits inscrits au budget primitif ;

2°) Prendre toute décision, et en informer le Comité syndical lors de ses réunions, concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés selon une procédure adaptée (article 26 et 28 du code des marchés publics) en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget, dans la limite de 100 000 € (cent mille euros) ;

3°) Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

6°) Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts lorsque les circonstances l'exigent ;

7°) Intenter au nom du syndicat mixte les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans les cas suivants :

- en première instance ainsi qu'à hauteur d'appel et au besoin en cassation
- en demande ou en défense
- par voie d'action ou par voie d'exception
- en procédure d'urgence ou en procédure au fond
- devant les juridictions administratives ou judiciaires, répressives et non répressives, devant le tribunal des conflits

8°) Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 100 000 €.

En outre, pour le seul périmètre du port de plaisance confié en gestion au syndicat mixte et dans la mesure où les formalités nécessaires à ce transfert auront été accomplies :

a) Rendre les avis, diligenter les procédures et prendre les décisions pour les interventions relevant de l'autorité portuaire ou de police ;

b) Attribuer les autorisations d'occupation temporaires du domaine public maritime non constitutives de droits réels, dans les limites du port de plaisance confiées en gestion au syndicat mixte et après l'effectivité de ce transfert.

**ADOPTÉE A L'UNANIMITE**

**Le Président du syndicat mixte,**

**M. Alain CADEC**

